



HAL
open science

Le Xinjiang : sinisation et ouverture d'une périphérie chinoise

Alain Cariou

► **To cite this version:**

Alain Cariou. Le Xinjiang : sinisation et ouverture d'une périphérie chinoise. Souad Wheidi. Aperçus multiples du Monde Uyghur, 27-28, L'Harmattan, pp.225-248, 2017, Etudes orientales, 978-2-343-11760-7. hal-01534031

HAL Id: hal-01534031

<https://hal.science/hal-01534031>

Submitted on 29 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Études orientales

N° 27-28

(1-2 semestres 2016)

ISSN : 0988-873X

Aperçus multiples du Monde Uyghur

- **An 'Uvaysi' Hagiography from Eastern Turkistān**
Devin DEWEESE
- **A local intellectual in Eastern Xinjiang**
Ildikó BELLÉR-HANN
- **Le soufisme chez les Uyghur**
Mukaddas MIJIT
- **Diaspora ouïghoure et Internet**
Dilnur REYHAN
- **La Fondation du Turkestan oriental (Istanbul).
Place et rôle dans la communauté ouïghoure de Turquie**
Stéphane de Tapia
- **Le Xinjiang : sinisation et ouverture d'une périphérie chinoise**
Alain CARIOU
- **La transformation des cités-oasis du Xinjiang (uyghur)**
Jean-Paul LOUBES
- **Le retour des sauvages de Dzungarie**
Sabine TREBINJAC
- **The History of Orthodoxy in Xinjiang**
Piotr ADAMEK, svd
- **Islam en Chine et confucianisme**
Françoise AUBIN
- **Les Han kitab et le Xidaotang**
Marie-Paule HILLE
- **Traduction commentée des sentences parallèles
de Ma Qixi, fondateur du Xidaotang**
Marie-Paule HILLE

Études orientales est publiée par le C.R.E.O BP225 - 75464 PARIS CEDEX 10

L'Harmattan

Chapitre 6

Le Xinjiang : sinisation et ouverture d'une périphérie chinoise

Alain CARIOU

**Maître de conférences de Géographie, Université Paris IV
Sorbonne, UMR EneC**

Vaste province du nord-ouest de la Chine, le Xinjiang est souvent perçu comme l'archétype d'une périphérie désertique sous-développée. La multiplication des violences interethniques entre les Han¹ et la communauté musulmane ouïgoure ne fait que renforcer cette vision négative. Si ce statut de périphérie n'est pas à nier, il doit cependant être nuancé au regard des efforts que déploie le gouvernement chinois pour diffuser son dynamisme à ce territoire de l'Ouest lointain. Le Xinjiang présente en effet le paradoxe d'un développement accéléré qui le singularise des autres régions du Grand Ouest chinois en retard de développement. La croissance soutenue par la multiplication de grands chantiers de mise en valeur et l'ouverture à la mondialisation lui confèrent une attractivité lisible à l'intensification de la sinisation. Il convient alors de s'interroger sur

¹ Les Han constituent les Chinois ethniques qui se distinguent au Xinjiang des minorités non-han constituées par les peuples turciques (Ouïgour, Kazakh, Kirghiz), mongol et iranien (Tadjik).

les raisons qui font que le Xinjiang constitue une pièce maîtresse dans la stratégie de puissance de la Chine et de montrer combien les modèles de développement en cours sont porteurs de recompositions tant pour les territoires que pour les habitants. Quelques exemples permettront de saisir les formes et les moyens de cette sinisation qui, en dépit d'une indéniable croissance économique, est aussi à l'origine d'inégalités et d'instabilités régionales. Aussi, la question est de savoir si la politique chinoise est véritablement source de développement pour cette périphérie lointaine.

Le Xinjiang, une périphérie de la Chine en Asie centrale

Un environnement continental centrasiatique

Le Xinjiang constitue à bien des égards un espace original de l'ouest de la Chine (fig. 1). Avec une superficie de 1,6 millions de km², c'est tout d'abord la plus vaste région administrative du pays. Elle couvre 1/6^{ème} du territoire chinois mais compte seulement 23 millions d'habitants en 2014, soit une densité de 13 habitants/km². Le Xinjiang apparaît donc comme une Chine du vide comparativement à la Chine orientale des plaines et des littoraux fortement peuplés.

Fig. 1 : LE XINJIANG ENTRE CHINE ET ASIE CENTRALE



C'est que par sa position continentale affirmée au cœur de l'Eurasie, la région appartient géographiquement à l'Asie centrale, terre de déserts et de hautes montagnes qui s'étend également aux républiques post-soviétiques voisines : Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan. Le sec, le froid et le chaud sont donc des éléments fondamentaux qui façonnent l'immensité des paysages où dominent les steppes et les déserts. La moitié sud du Xinjiang est ainsi occupée par le bassin du Tarim (570 000 km²), remarquable dépression fermée par de hautes chaînes de montagnes qui abrite un des plus grands déserts sableux du monde, le Taklamakan.

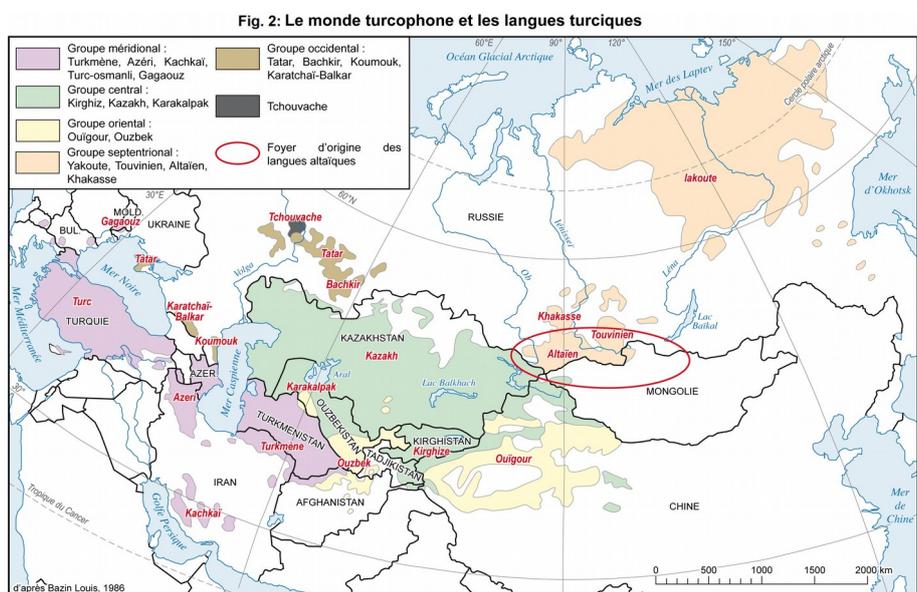
Le même dispositif géographique se retrouve dans la partie Nord du Xinjiang où le bassin de Dzoungarie étendu sur 380 000 km² possède en son centre le désert du Gurban-tünggüt. En dépit de son appartenance à la grande diagonale aride qui court du Sahara au désert de Gobi, le Xinjiang n'est pas pour autant dépourvu d'eau, car de grands fleuves naissent des glaciers situés dans un puissant encadrement montagnard. Au Xinjiang, les géants englacés des Kunlun, du Pamir et des Tianshan dépassent les 7000 m d'altitude. Cette Haute Asie fournit en abondance des eaux de fonte qui viennent nourrir les oasis de piémont. Si le Xinjiang appartient à l'Asie centrale du point de vue physique, cela est aussi le cas sur le plan culturel.

Le Xinjiang, marge culturelle de la Chine

Longtemps désigné sous le nom de Turkestan oriental, le « Pays des Turcs orientaux », le Xinjiang est une composante de l'immense aire ethnolinguistique turcique² étirée sur près de 10 000 km du nord-est de la Sibérie aux Balkans (fig. 2). Ainsi, bien que politiquement en Chine, le Xinjiang relève néanmoins pleinement des civilisations de l'Asie centrale, même si la sinisation avance à grands pas depuis 1949. La région, qui présente la plus forte diversité ethnique de Chine, est majoritairement peuplée par des groupes turciques comme les Ouïgours, les Kazakh et les Kirghiz, mais aussi par d'autres minorités ethniques non han, plus marginales numériquement (Mongols, Tadjik,

² Afin d'éviter toute confusion, nous établissons une distinction nécessaire entre le terme « turc » et « turcique ». Si le premier terme fait référence aux ressortissants de la Turquie, le second renvoie aux peuples (les peuples turciques) qui appartiennent au même ensemble ethnolinguistique turcophone qui s'étend des Balkans à la Sibérie.

Xibe, Ouzbek, Russes, Tatars). Les populations autochtones ne partagent pratiquement rien avec la civilisation chinoise. Il existe une très grande distance culturelle qui s'exprime par la langue, le système d'écriture (caractères arabes), la religion (islam sunnite), une architecture et des traditions alimentaires différentes. Elles ne possèdent pas non plus de fonds historique commun avec la Chine, contrairement à certaines minorités qui ont donné au pays des dynasties impériales comme les Mongols et les Mandchous.



Vu de l'Empire du milieu, ces marges occidentales renvoient l'image de la steppe et de l'instabilité des groupes nomades turco-mongols. Tout oppose ces « terres des herbes » des pasteurs kazakh et kirghiz aux terres du blé et du riz qui engendrent les sédentaires et portent les fortes densités humaines de la civilisation han.

Mais le Xinjiang est aussi le territoire des vieilles sociétés musulmanes ouïgoures. À la charnière des hautes montagnes et des dépressions désertiques, la ligne des piémonts est leur domaine. L'abondance de l'eau descendue des chaînes environnantes et la fertilité du manteau lössique ont donné naissance au monde ouïgour peuplé des oasis. Disposés en archipel autour des déserts, ces îlots oasiens sont le foyer d'une riche agriculture sédentaire et d'une vie urbaine

liée aux vieilles cités commerciales des Routes de la soie dont les plus connues se nomment Kashgar, Khotan, Aksu, Kucha, Turfan.

Cette altérité culturelle par rapport au monde chinois, mais partagée avec les populations des républiques centrasiatiques voisines, a valu au Xinjiang d'être érigé par le gouvernement de la Chine populaire au statut de région autonome en 1955. La Région autonome Ouïgoure du Xinjiang concentre ainsi 99% des Ouïgours de Chine, mais est aussi riche de onze autres petits groupes ethnolinguistiques officiellement reconnus parmi les 55 minorités nationales qui composent 8,5% de la population totale du pays. Toutefois, l'originalité culturelle de cette périphérie continentale s'estompe progressivement sous l'effet de l'intensification de la sinisation depuis 1949.

L'intégration du Xinjiang au monde chinois

Une nouvelle frontière à conquérir

Jamais la notion de Xinjiang, littéralement « nouvelle frontière » en chinois mandarin, n'a été autant d'actualité. Cette toponymie appliquée aux terres centrasiatiques lors de leur conquête au XVIII^e siècle par la dynastie des Qing prend aujourd'hui tout son sens. Il s'agit ici d'entendre par frontière, un « espace-frontière » faiblement maîtrisé où s'exerce une politique étatique volontariste de valorisation territoriale afin d'occuper, de contrôler et d'intégrer une région frontalière parfois contestée par les minorités nationales (Renard et Picouet, 1993). L'actuelle situation du Xinjiang illustre bien ce concept de frontière, dans le sens où, à l'image de l'Ouest américain au XIX^e, les flux de migrants han investissent et organisent progressivement l'ouest de cet immense territoire faiblement peuplé de la Chine.

Si l'influence de la Chine dans la région n'est pas nouvelle, en revanche son annexion par le pouvoir central est très récente, car n'est véritablement effective que depuis 1949. En effet, durant près de deux mille ans, la Chine a vainement tenté de porter les limites de son empire sur ces terres centrasiatiques, sans jamais pouvoir s'y imposer durablement, refoulée à chaque fois par la poussée des peuples

turques, mongols et tibétains. Motivée par le contrôle stratégique du commerce sur la Route de la soie, la colonisation chinoise s'infiltré dès l'Antiquité dans le bassin du Tarim sous la dynastie des Han (206 av. J.C., 220 après J.C.), reflue ensuite pour reprendre sous celle des Tang du VII^e au IX^e siècle (Boulnois, 2001). Il faut ensuite attendre le XVIII^e siècle pour que la Chine réoccupe la région, puis la dote du statut de province en 1884 sans toutefois réussir à s'y imposer en maître, comme en témoignent les nombreux soulèvements des populations locales, mais aussi l'influence et l'infiltration grandissantes des Russes puis des Soviétiques de la fin du XIX^e au début du XX^e siècle.

Ainsi, par deux fois durant la première moitié du XX^e siècle, les éphémères républiques du Turkestan oriental (de 1933 à 1934 et de 1944 à 1949) viendront défier le pouvoir chinois (Wang, 1995). En définitive, la mainmise chinoise sur le Xinjiang n'a été par le passé qu'intermittente, sans cesse remise en cause et contestée ; c'est pourquoi, depuis la montée en puissance de la Chine nouvelle, Pékin n'entend plus se voir disputer sa souveraineté sur ces territoires de l'ouest. Pour cela, le désenclavement régional a été réalisé, car la vulnérabilité de la colonisation chinoise au Xinjiang au cours des siècles tient en partie à la géographie. Située à plus de 3 500 km des provinces côtières, les garnisons militaires et les colonies de commerçants chinois implantées au Turkestan oriental n'ont pu se maintenir durablement du fait de l'éloignement de leur base arrière. En 1926, il fallait encore 120 jours de marche forcée pour joindre le Xinjiang depuis Pékin.

Comme dans les grandes plaines de l'Ouest américain et de la Sibérie, le défi du désenclavement et de la pénétration chinoise au Xinjiang a en premier lieu reposé sur le chemin de fer, mode de transport particulièrement propice pour vaincre l'immensité continentale et permettre la circulation de convois massifs destinés à la conquête et à l'exploitation de l'Ouest. Dans les années 1950 le chemin de fer du Nord Xinjiang qui depuis Lanzhou (Gansu) gagne Urumqi, la capitale régionale, est réalisé. Il est prolongé en 1991 pour établir la connexion avec le réseau du Kazakhstan. Outre le fret, c'est par cette ligne qu'afflue l'essentiel des migrants venus des provinces rurales pauvres de l'est du pays. Depuis 2001 un service régulier de

trains de voyageurs permet de relier Pékin à Urumqi en 50 h et de récentes ramifications ferroviaires (2011) desservent désormais les villes les plus isolées de la région comme Khotan, tout au sud du Bassin du Tarim, et Beitun tout au nord du Bassin de Dzungarie. A l'horizon 2020, la création d'une ligne à grande vitesse (200 à 250 km/h) entre Lanzhou et Urumqi devrait encore plus « rapprocher » le Xinjiang du cœur du pays. Cet axe de l'ouest (*Xiyu*) constitue un véritable corridor qui arrime solidement le Xinjiang au reste de la Chine, car il associe le rail, la route et un réseau de tubes pour l'acheminement des hydrocarbures vers les régions industrielles littorales. Le désenclavement consacre l'intégration géographique du Xinjiang au reste du pays ce qui ouvre la voie à une assimilation économique et culturelle.

La sinisation par les fronts pionniers

La présence chinoise au Xinjiang tient à son rôle hautement stratégique. En premier lieu, les enjeux portent surtout sur l'extraction des ressources naturelles, dont l'économie chinoise en pleine croissance a tant besoin. Il s'agit d'intégrer une périphérie où les réserves de pétrole, de gaz naturel et de charbon représentent respectivement 30%, 34% et 40% des réserves estimées du pays. Par ailleurs, le sous-sol régional renferme les plus gros gisements d'uranium de Chine ainsi qu'une grande diversité de précieux minerais : or, argent, tungstène... Les exemples qui suivent permettent de saisir les formes et les moyens de la sinisation.

- Karamay : la ville chinoise planifiée

L'exploitation des ressources a donné naissance à des villes nouvelles comme celle de Karamay, située dans le bassin de Dzungarie, domaine pastoral traditionnel des populations turco-mongoles. La ville qui n'existait pas en 1955 compte aujourd'hui 330 000 habitants composés à 77% de Han. Le schéma directeur prévoit un doublement de la population d'ici 2025 lié à l'afflux de migrants dans la ville chantier. La nouvelle cité compte parmi les plus riches de

Chine en terme PIB/habitant car elle est cernée par les puits de pétrole les plus productifs du pays (fig. 3).

La création de cet îlot de richesse dans un environnement désertique rude a nécessité d'énormes investissements. L'épineux problème de l'approvisionnement en eau de la ville et des unités d'extraction d'hydrocarbures³ a été résolu par la construction d'un canal de 500 km de long alimenté par le détournement d'une partie du débit de la rivière Irtysh. L'urbanisme de front pionnier a produit un plan classique en damier et un zonage fonctionnel. Le quartier administratif et d'affaire se signale par ses tours d'acier et de verre tandis que les îlots résidentiels sont constitués par de grands immeubles collectifs installés parmi les espaces verts. La ville est dotée d'équipements de haut niveau avec plusieurs centres commerciaux, un golf, des centres de loisir dont un parc aquatique offrant piscine olympique et piscine à vagues.

Au sud-ouest de la ville, un lac artificiel aménagé en plein désert offre des plages et des promenades agrémentées de restaurants et d'équipements sportifs. Les industries pétrochimiques polluantes ont été installées dans une annexe urbaine (Jinlongzhen) située à quatre km de Karamay. On observe ainsi l'émergence *ex nihilo* d'un îlot de monde chinois parmi les étendues désertiques centrasiatiques.

- Le contrôle du territoire par le *Bingtuan*

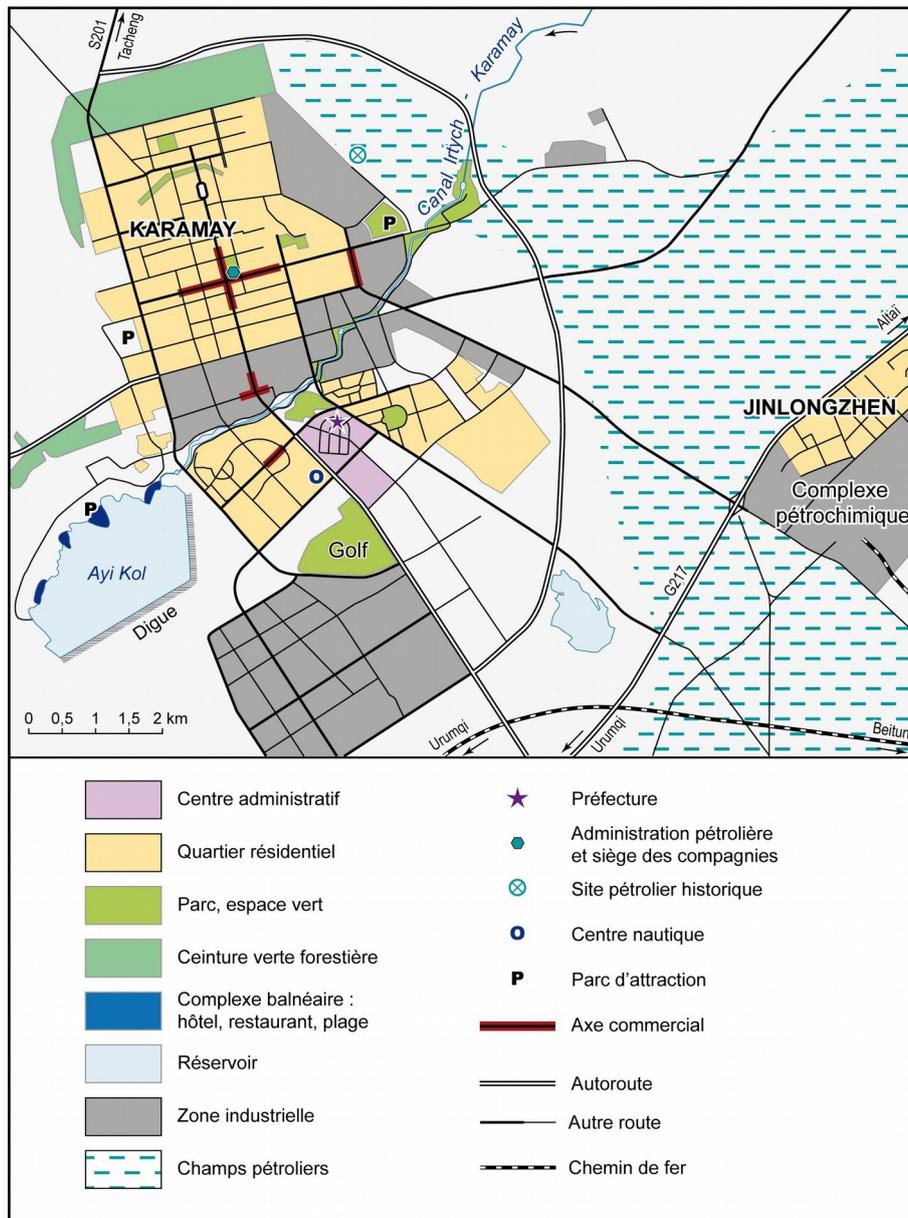
Si le pétrole crée la ville chinoise, la terre et l'eau sont également à l'origine de fronts pionniers agricoles permettant une solide présence des Han dans les campagnes. Depuis sa création en 1954, le Corps de Production et de Construction du Xinjiang, structure paramilitaire plus communément appelée *Bingtuan*, « la Brigade militaire », va servir la politique de sinisation de la région. À l'image des paysans-soldats installés dans l'Antiquité sur le *limes* de l'empire par la dynastie Han, le *Bingtuan* organise la transmigration des migrants han.

L'essor remarquable de la superficie cultivée du Xinjiang qui passe de 1,2 millions d'ha en 1949 à 4,1 millions d'ha en 2005 est en grande partie dû au *Bingtuan* qui, par des travaux de bonification et

³ L'extraction nécessite l'injection de volumes importants d'eau dans la roche-réservoir afin de pomper le pétrole.

d'irrigation, a permis la création de périmètres irrigués modernes et l'installation de plus de 220 fermes.

Fig. 3: Karamay : la ville pétrolière planifiée



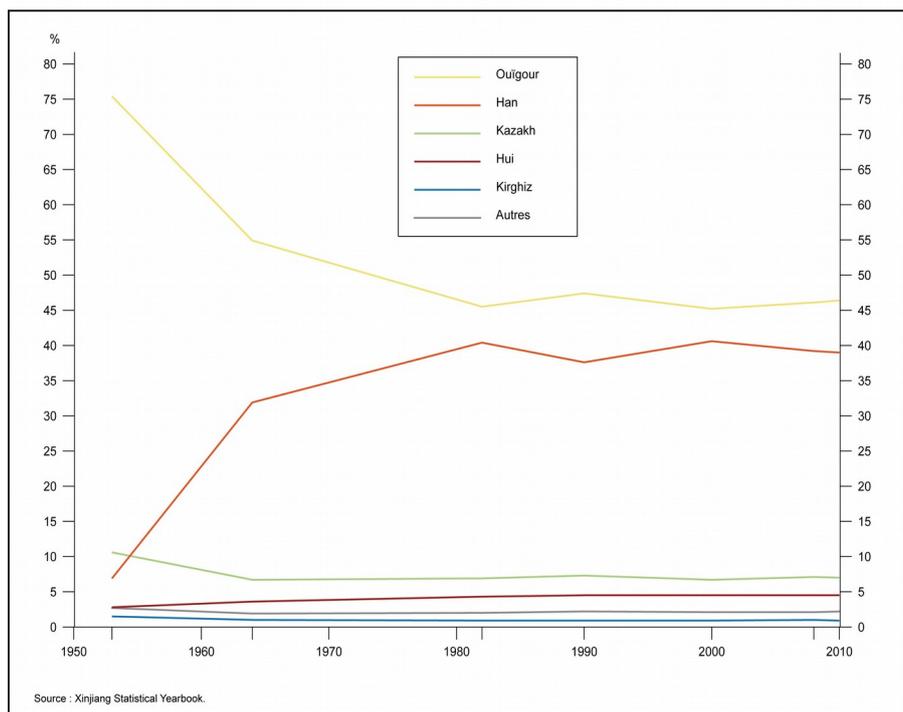
Ces nouvelles zones agricoles produisent surtout du coton, si bien que le Xinjiang constitue le premier bassin de cette culture avec 3,2 millions de tonnes de coton-fibre produits en 2012. La Région autonome réalise 47% de la production chinoise de coton au prix d'une intense dégradation des sols et d'un épuisement des ressources en eau. Une telle production nécessite chaque année le recrutement de près de 500 000 migrants saisonniers venus d'autres régions de Chine pour la cueillette.

La population de *mingong*⁴ peut ainsi constituer de 15 à 30% de la population des divisions agricoles du *Bingtuan* (Jiang et alii, 2005). Mais le *Bingtuan* contrôle aussi l'essentiel des territoires pastoraux situés au contact de la frontière du Xinjiang. Sa tâche a, en outre, été de construire des routes, des voies ferrées et six villes nouvelles industrielles comme celles de Shihezi ou de Küytun (en ouïgour, Kuitun 奎屯, en chinois) dotées d'industries agroalimentaires. Le développement agricole, mais aussi urbain et industriel, est donc au cœur de cette puissante organisation qui joue aujourd'hui un rôle considérable dans l'économie régionale. En 2007, le Corps aurait eu sous sa juridiction 2,6 millions de personnes composées à 89 % de Han.

Depuis la fin des années 1980, un nouveau courant migratoire spontané se met en place motivé par les possibilités d'emplois offertes par la politique d'ouverture économique inaugurée à partir de 1992 et suivie par la « Grande stratégie de développement de l'Ouest » (*Xibu da Kaifa*) lancée en 2000. L'exploitation des nouveaux gisements d'hydrocarbures, la construction d'oléoducs, de gazoducs et de routes, la mise en chantier de complexes pétrochimiques parmi les plus importants de Chine (Dushanzi et Luntai) ou tout simplement l'essor du commerce sont autant d'opportunités qui attirent les migrants venus des régions densément peuplées du Sichuan, du Henan et du Jiangxi. En définitive, les Han sont passés de 6,7% de la population totale de la région en 1949 à 39% en 2010 (fig. 4). Le Xinjiang reste avec le Xizang (Tibet), une des deux régions administratives de Chine où les Han sont minoritaires, mais pour combien de temps encore ?

⁴ *Mingong* ou « population flottante » (*liudong renkou*) : fait référence aux travailleurs migrants qui ne vivent pas dans leur résidence d'enregistrement (*hukou*).

Fig. 4: Evolution de la part des principales nationalités (en %) dans la population totale du Xinjiang



Le développement économique au service du « problème ouïgour »

- Ségrégation et tensions interethniques

Corrélativement à l'exploitation des ressources naturelles, la sinisation et le développement économique du Xinjiang doivent permettre de résoudre le problème géopolitique interne de la stabilité d'une marge-frontière en proie à un irrédentisme séculaire. En effet, au regard d'une histoire mouvementée où le pouvoir chinois dans la région a été maintes fois contesté par les populations autochtones, mais aussi par le voisin russe, le Xinjiang est considéré par Pékin comme une zone sensible où plane toujours une menace pour la sécurité de la Chine.

À l'instar du Tibet voisin, la menace est avant tout intérieure, le séparatisme ouïgour étant identifié par les autorités chinoises comme un sérieux facteur d'instabilité. Depuis les années 1960, l'intensification de la colonisation chinoise dans la région a en effet entraîné l'exaspération grandissante des minorités nationales. L'hégémonie des Han dans l'administration et l'économie confine les élites locales à un rôle subalterne, tandis que l'attribution de terres aux migrants han accentue la pression foncière sur des ressources rares et fragiles. Les lois relatives aux minorités nationales stipulant la liberté de langue et de religion ne sont en réalité que partiellement appliquées. Si les langues turciques et l'alphabet arabe sont autorisés dans les médias et l'édition, ils sont depuis 2006 progressivement exclus de l'enseignement scolaire où le mandarin s'impose à tous. Sur chaque mosquée est placardé un règlement officiel interdisant leur accès aux jeunes de moins de 18 ans, aux étudiants et aux fonctionnaires. Ces politiques restrictives à l'égard de l'identité culturelle sont vécues quotidiennement comme autant de discriminations par les Ouïgours censés être autonomes. Ces derniers, essentiellement confinés dans un monde rural frappé par la paupérisation et la faim de terre, subissent un véritable déclassement socio-économique (Castet, 2003), comparativement aux Han qui sont les principaux bénéficiaires du développement régional impulsé par les crédits d'Etat.

L'attitude des populations autochtones à l'égard des Han se résume généralement à un ressentiment hostile qui se traduit par une résistance culturelle pacifique. Hormis une minorité de *minkaohan*⁵ qui ont opté pour une forme d'assimilation, la plupart des Ouïgours s'imposent une auto-ségrégation spatiale et économique, laquelle se retrouve aux champs comme en ville où les quartiers résidentiels et les lieux de travail suivent une logique ethnique.

Cette ségrégation est consolidée par le refus des mariages mixtes. Malgré cette stratégie de distanciation culturelle, la situation de tension est parfois si forte qu'elle débouche sur des manifestations où sont lancés des revendications et des slogans hostiles à la politique chinoise. La situation dégenère parfois suite aux heurts avec les forces

⁵ Les *minkaohan* sont les Ouïgours qui sont passés par le système éducatif chinois, contrairement aux *minkaomin* qui ont reçu une éducation en ouïgour. Les premiers sont des citoyens souvent contraints de s'intégrer à l'économie moderne où s'impose la pratique du mandarin. Jugés sinisés, les *minkaohan* sont brocardés par les *minkaomin* qui les considèrent comme étant une nouvelle minorité nationale officieuse, la 13^{ème} du Xinjiang.

de l'ordre et à l'attaque de bâtiments publics. Dans certains cas elle tourne à l'affrontement interethnique où l'on recense de nombreuses victimes comme lors des « émeutes » de juillet 2009 à Urumqi qui auraient fait 200 morts. La plupart des Ouïgours ne sont pas nationalistes ni séparatistes, mais réclament simplement une véritable autonomie ainsi qu'un arrêt de la colonisation de peuplement. Mais l'intensification du malaise social et la politique répressive de Pékin pousse à la politisation des mouvements d'opposition et à l'extrémisme (Lothaire, 2006). Depuis 1990, on assiste à la multiplication de mouvements ethno-nationalistes, mais aussi ethno-religieux comme dans le cas du Parti de l'Islam du Turkestan Oriental. Ces organisations qui comportent peu de militants et apparaissent faiblement connectées entre elles ont cependant une forte visibilité dans le paysage politique régional en raison de leurs actions ciblées sur les symboles et les représentants de l'Etat : attaques contre la police et les militaires, assassinats des cadres du Parti, sabotage du réseau ferroviaire. Tenu d'une main de fer par l'armée, le Xinjiang, loin d'être menacé par le séparatisme, sombre cependant toujours plus dans la banalité de la violence quotidienne.

- Les ambiguïtés de la modernisation

Parallèlement à sa politique répressive, le pouvoir central compte sur la modernisation et l'aménagement régional afin de résoudre le « problème ouïgour ». Il mise sur l'élévation du niveau de vie et le développement économique afin de le stabiliser et de mieux faire accepter la politique de sinisation et d'assimilation auprès des minorités nationales. C'est un des objectifs de la « Grande stratégie de développement de l'Ouest » lancée en 2000 par le gouvernement central. Les subventions d'Etat accordées pour la réalisation de grands travaux (exploitation des gisements d'hydrocarbures, construction d'oléoducs et de gazoducs, mise en chantier de complexes pétrochimiques parmi les plus importants de Chine comme Dushanzi et Luntai) doivent sortir le Xinjiang du sous-développement. Le rythme des projets de développement s'est accéléré suite aux violents affrontements interethniques d'Urumqi de 2009, le but fixé par le gouvernement étant de créer une « société modérément prospère » d'ici 2020.

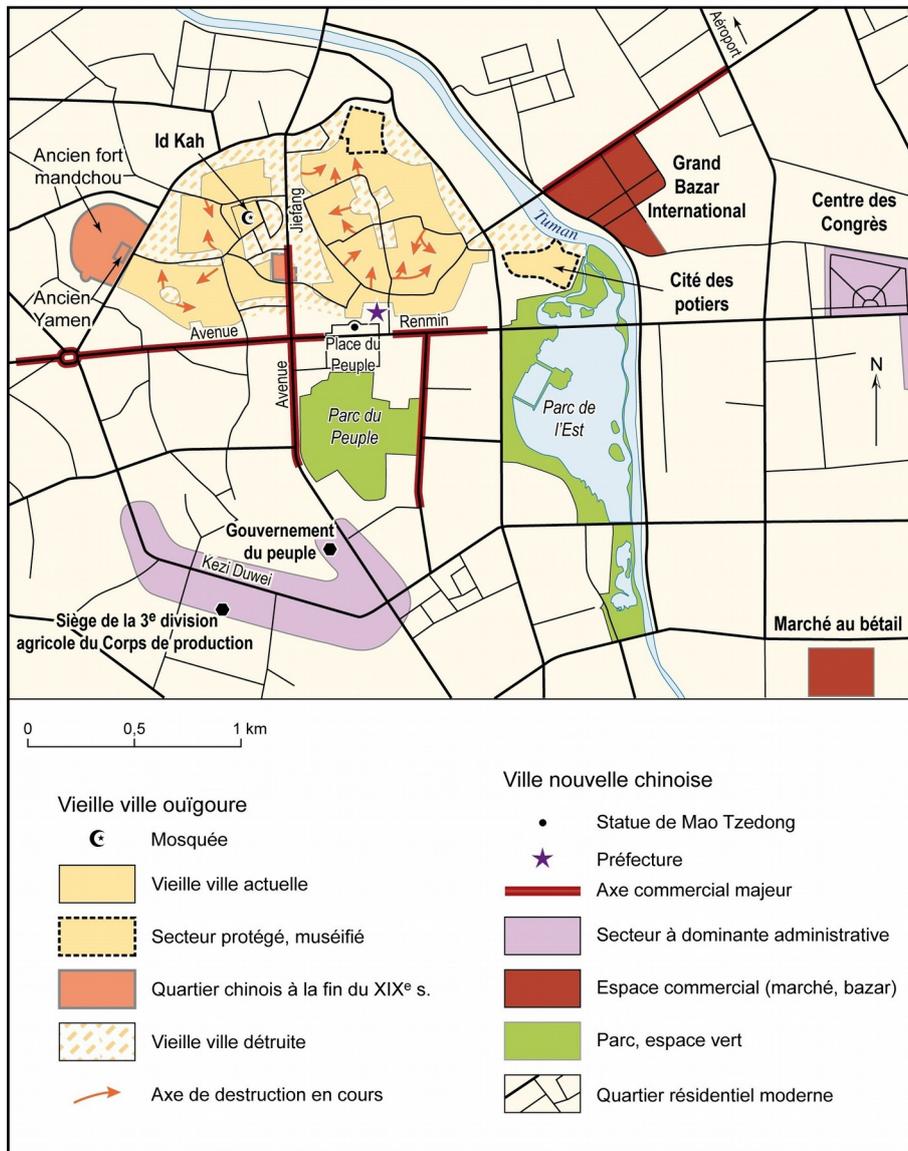
Si les efforts de modernisation déployés par l'Etat chinois sont indiscutables, le projet d'intégration économique des minorités nationales se révèle cependant pour le moment un échec. Celles-ci restent faiblement engagées dans l'économie moderne, tant en raison de leur relégation par les Han que par leur attitude volontairement conservatrice, la tradition et le refus de la modernisation constituant un rempart contre l'assimilation. De plus, les financements d'Etat apportés par la « Grande stratégie de développement de l'Ouest » ont surtout concerné les investissements lourds et bénéficiés aux entreprises d'Etat dont la part dans la valeur ajoutée industrielle frôle les 90% (OCDE, 2010). Comparativement, les budgets consacrés aux projets sociaux ont été bien médiocres.

Toutefois le programme de modernisation ne va pas sans bouleverser le territoire des populations locales. En effet, l'imposition d'un modèle urbain chinois comme seul cadre spatial et social a pour finalité l'intégration et l'assimilation des communautés non-han à la civilisation chinoise. Une telle stratégie est bien visible à Kashgar où le processus de destruction de l'espace vécu des Ouïgours est largement entamé. Un des noyaux historiques le mieux conservé de toutes les villes d'Asie centrale est en train de périr sous l'assaut des pelles mécaniques. Dans cette cité, l'extension de la ville moderne chinoise (*Xin-cheng*) doit à terme absorber et faire disparaître la vieille ville ouïgoure (*Lao-cheng*⁶) formée d'un tissu urbain compact constitué par l'agglomération de maisons basses desservies par des rues tortueuses et des ruelles en impasse (fig. 5). L'architecture de terre et de bois déploie ici toutes ses nuances, de la plus humble maison aux murs aveugles surmontés d'un toit-terrasse aux constructions des grands commerçants présentant en façade des galeries en balcon ouvragées par une riche ornementation de bois sculpté. Les outils de la conquête urbaine reposent sur la régularité (Loubes, 1998) qui permet au pouvoir politique de prendre possession de l'espace : de la ville moderne partent de grands axes routiers qui pénètrent et ceinturent la vieille ville, ce qui contribue à la contenir et à la fragmenter. Le tissu ouïgour subsiste au sein d'îlot, mais est peu à peu disqualifié, résorbé à mesure que l'urbanisation chinoise moderne progresse le long des axes. Les destructions s'accroissent depuis le lancement en 2009 du programme « Réforme de l'habitat dangereux

⁶ Le terme ouïgour pour désigner la vieille ville est *kona chahar*.

de Kashgar» qui prévoit la disparition de 85% des quartiers traditionnels. Au nom de la sécurité des habitants, l'ancien bâti jugé insalubre et non conforme au regard des normes anti-sismiques est progressivement rasé.

Fig. 5: Kachgar, dualité urbaine et sinisation



Les secteurs épargnés sont fermés à des fins touristiques comme le quartier d'Oredaxik et de la Cité des potiers. Moyennant un droit d'entrée, les touristes suivent un parcours piétonnier parmi des ruelles et un habitat largement muséifié. La grande mosquée Id Kah de Kashgar ouverte aux touristes est désormais mise en scène au moyen d'une grande esplanade réalisée par dégagement de l'ancien bâti environnant.

Si l'authentique ville ouïgoure disparaît, elle renaît cependant partiellement dans le cadre d'un singulier programme de destruction/reconstruction orchestré par l'Etat. Dans certains îlots urbains, les antiques maisons et les mosquées détruites sont reconstruites presque à l'identique. Le soin de la reconstruction et le maintien de boutiques et d'ateliers d'artisans donne l'illusion de l'ancien et de la tradition. Seuls les matériaux changent, car les nouvelles réalisations rejettent la brique crue au profit de la brique cuite insérée dans une ossature de béton armé. L'usage d'un enduit de terre et de paille recouvrant les façades confère une « authenticité » au nouveau bâti. Les propriétaires Ouïgours qui ne peuvent financer la reconstruction (les autorités financent 50% du coût de la reconstruction) de leur habitation sont relogés en dehors de la vieille ville, les maisons reconstruites étant vendues à de nouveaux résidents ou transformées en hôtel. La ville factice animée par quelques « autochtones » devient un produit touristique adressé à la masse des touristes chinois en quête « d'exotisme » et des quelques étrangers attirés par les mirages des cités oasis des Routes de la soie.

Il faut signaler que la disparition programmée du vieux noyau historique est aussi facilitée par la conception chinoise où « l'esprit du lieu » compte beaucoup plus que les bâtiments qui s'y trouvent. C'est pourquoi, à Kashgar comme à Pékin⁷, les autorités font peu de cas du patrimoine bâti qui est détruit sans état d'âme. Dépossédés de leur cadre de vie urbain et donc d'un support essentiel de leur identité, les Ouïgours sont condamnés à se fondre dans un nouvel environnement chinois. Le projet de faire de Kashgar la « Shenzhen de l'Occident » grâce au statut de Zone économique spéciale entraîne résolument la vieille capitale ouïgoure vers un futur chinois.

⁷ A Pékin, les *hutong*, vieux quartiers dont certains remontaient au XIV^e siècle, ont été rasés sans état d'âme au cours des dernières décennies afin de laisser place à la ville moderne.

Le Xinjiang, une nouvelle interface eurasiatique *La renaissance d'un hinterland continental*

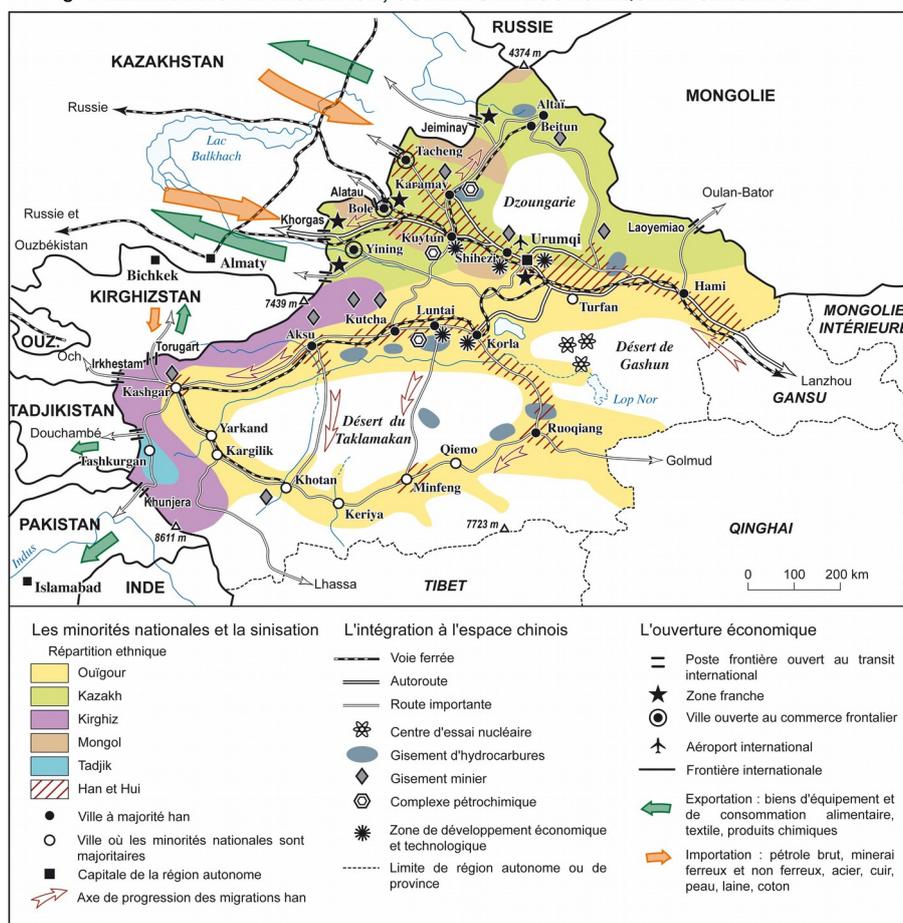
La perception de l'Ouest chinois est souvent celle d'un « bout du monde » coupé du reste du continent asiatique par l'étendue des déserts et des hautes chaînes de montagnes. Toutefois, les contraintes physiques n'ont jamais empêché la région d'être une terre de passage et d'échange entre la Chine, l'Asie centrale et le reste de l'Eurasie, comme en témoignent les vestiges des Routes de la soie. C'est principalement par le couloir naturel et historique de la Porte de Dzoungarie encadrée par les massifs des Tienshan et de l'Altaï que se sont effectuées les grandes migrations des peuples nomades du monde centrasiatique des steppes. Cependant on sait que cette région a aussi été un des espaces les plus fermés du monde à la suite de la rupture des relations sino-soviétiques entre 1960 et 1989. Confrontée à de nombreux litiges et accrochages, la zone frontalière contestée par les deux puissances a constitué un angle mort géographique de sorte que cette Asie centrale a pu être qualifiée « *d'hinterland amorphe* » (Aubin, 1990).

Mais avec l'évolution du contexte géopolitique régional, le Xinjiang retrouve progressivement son rôle géostratégique d'interface eurasiatique. La disparition de l'URSS en 1991 a été l'occasion pour la Chine d'étendre son influence sur l'Asie centrale. En effet, les jeunes Etats post-soviétiques centrasiatiques tentent de rompre l'isolement dans lequel ils ont été durablement confinés du temps de l'URSS. La Chine se positionne donc comme une alternative à l'enclavement et à l'isolationnisme centrasiatique, le Xinjiang constituant une pièce maîtresse dans sa stratégie. Ainsi, avec 5 600 km de frontière internationale partagés avec huit états riverains (Mongolie, Russie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Afghanistan, Pakistan et Inde) la région autonome apparaît comme un « poste avancé » continental, espace stratégique de première importance pour la diffusion de l'influence chinoise au cœur de l'Asie (fig. 6).

L'ouverture de la Chine sur son hinterland continental s'est traduite depuis les années 1990 par la construction d'un réseau de transport et de communication transfrontalier permettant la connexion avec les Etats voisins. C'est tout naturellement sur l'axe historique de la Porte

de Dzungarie que se sont portés les premiers efforts avec l'aménagement du port sec transfrontalier d'Alatau (Alashankou) côté chinois/Dostyk côté kazakh. Ce point de passage majeur est desservi par un grand axe autoroutier, mais aussi ferroviaire ouvrant les républiques d'Asie centrale et la Russie aux produits chinois.

Fig. 6 : LE XINJIANG : INTÉGRATION, OUVERTURE ÉCONOMIQUE ET SINISATION



Après le Transsibérien, cet itinéraire est présenté par les autorités chinoises comme le second « pont ferroviaire » transcontinental entre le port de Lianyungang situé sur la façade Pacifique et Rotterdam. Cette ligne longue de 10 900 km a l'avantage d'être plus courte d'environ 2 000 km que le Transsibérien et permet aux trains de joindre la Chine littorale à l'Europe de l'Ouest en 8 à 9 jours là où le

bateau met un mois. Plus rapide que le transport maritime, le trajet ferroviaire est aussi quatre fois moins cher que le fret aérien, ce qui explique pourquoi il constitue une offre de transport intermédiaire surtout destinée aux produits à haute valeur ajoutée. Outre le gain de temps, cette ligne transasiatique permettrait de résoudre en partie le problème de la saturation des ports chinois et celui de l'enclavement des républiques ex-soviétiques d'Asie centrale avec une ouverture sur l'océan Pacifique. Depuis 2013, la Deutsche Bahn et les Chemins de fer de Chine font circuler un train par mois entre Chongqing et Duisbourg via le Xinjiang. Les conteneurs chargés d'ordinateurs, d'écrans LCD et de matériel électronique mettent 16 jours pour parcourir 11 179 km ce qui permet de réduire les coûts de transport de 75% par rapport au fret aérien.

La Chine et le Kazakhstan ont multiplié depuis 1992 les points de passage sur la frontière sino-kazakh et ont raccordé et unifié leur réseau routier par la réfection et la création de routes et autoroutes entre les grands centres urbains. En revanche les points de passage avec les autres pays voisins sont pour le moment relativement limités en dépit de nombreux projets de connexion. Les liens avec le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Pakistan se résument à quatre points de passage frontaliers dont l'activité est freinée par le franchissement de hauts cols situés à plus de 3600 m d'altitude. Enfin le Xinjiang s'affirme à la fois comme un pôle et un corridor énergétique majeur pour la Chine car, à la production régionale, viennent désormais s'ajouter les hydrocarbures des républiques d'Asie centrale.

Depuis la création en 2006 d'un oléoduc long de 987 km entre Atasu au Kazakhstan et Alatau sur la frontière chinoise, le pétrole kazakh de la Caspienne entre désormais au Xinjiang par la porte de Dzoungarie à raison de 20 millions de tonnes par an. Ce pétrole est ensuite acheminé vers le site de Dushanzi, plus gros complexe de raffinage de Chine vers lequel converge aussi le pétrole extrait des gisements du bassin de Dzoungarie (Karamay). Les produits raffinés gagnent ensuite Lanzhou par un oléoduc de 1 850 km de long. De la même manière, une partie du gaz centrasiatique est depuis 2009 exportée vers la Chine grâce au gazoduc sino-centrasiatique étiré entre le Turkménistan et la ville frontière de Khorgas au Xinjiang. De là, le gazoduc du Grand Ouest chinois qui collecte aussi le gaz du bassin du

Tarim alimente Shanghai, après un parcours de presque 5 000 kilomètres. Le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont prévu de livrer respectivement 30 et 10 milliards de m³ annuel à la société pétrolière nationale chinoise CNPC. Le gaz kazakh viendra bientôt, lui aussi, alimenter la Chine, car une conduite actuellement en construction connectera les gisements caspiens (Tengiz et Kashagan) à Shymkent, point de jonction du gazoduc sino-centrasiatique dont la capacité de transit serait portée de 40 à 60 milliards de m³ annuel.

Une « fenêtre » continentale

Le gouvernement chinois ne s'est pas contenté d'améliorer les infrastructures de transport et de multiplier les points de passages frontaliers, mais il accompagne sa politique d'ouverture par l'aménagement de toute une série de « zones économiques spéciales » destinées à stimuler le commerce international tout en assurant un développement productif de l'Ouest chinois à partir d'investissements directs nationaux et étrangers. Ainsi, à l'instar des villes côtières de la Chine, les villes de Yining, Bole et Tacheng, frontalières du Kazakhstan, mais aussi Urumqi sont dotées depuis 1992 du statut de « ville frontalière ouverte » où des mesures fiscales avantageuses et l'aménagement de zones de coopération économique frontalières sont destinées à attirer les investisseurs. En suivant la même logique des zones franches développées dans les villes de Chine littorale, Pékin inaugure en 2003 la première zone franche frontalière de Chine à Khorgas sur la frontière avec le Kazakhstan. Outre l'installation de plusieurs centaines de sociétés spécialisées dans les produits manufacturés et les nouvelles technologies, la zone franche accueille sur plus de 15 km² toutes les infrastructures nécessaires à ce nouveau commerce international : services bancaires, logistiques, hôtels, halls d'exposition pour les produits chinois. En 2007, plus de trois millions de personnes et deux millions de tonnes de marchandises auraient transité par ce poste de Khorgas (Peyrouse, 2008). Fort de ce succès, il existe aujourd'hui plus de 16 ports secs dotés de zones commerciales frontalières, de fonction d'entreposage, de services logistiques à l'image de la zone franche de Jeiminay ouverte en 2006 sur plus de 100 hectares et destinée à rayonner sur le nord du Kazakhstan et la Russie.

Afin d'augmenter le volume des biens exportables et de réduire le retard économique du Xinjiang, le gouvernement encourage l'aménagement de « zones de développement économique et technologique » au régime fiscal attractif. Ce statut de « zone économique spéciale » conféré aux villes du bassin Dzoungar à partir de 1992 (Urumqi, Shihezi et Kūytun) a été plus récemment étendu à celles de Korla et Luntai situées dans le bassin du Tarim. De vastes superficies de plusieurs km² gagnées sur la steppe accueillent désormais des industries légères et lourdes qui transforment pour l'essentiel les matières premières présentes sur place : industries alimentaires (jus de fruit, bière, sauce tomate), industries chimiques (engrais, matières plastiques), industries textiles (coton, cuir).

En définitive, la désorganisation et l'effondrement des flux économiques en Asie centrale à la suite de la disparition de l'URSS ont été les signes annonciateurs d'une montée en puissance de la Chine dans la région, ce dont témoignent les termes de l'échange. Ainsi, cette dernière exporte essentiellement vers l'Asie centrale des produits finis de consommation courante (produits agroalimentaires et pharmaceutiques, textile, chaussures, pièces détachées, électroménager, électronique), tandis qu'elle importe principalement des matières premières brutes (pétrole, gaz métaux ferreux et non ferreux, laine, cuir). Grâce à la prospection et à l'acquisition de gisements d'hydrocarbures en Asie centrale post-soviétique, les sociétés chinoises investissent le terrain autrefois chasse gardée des Russes et utilisent le Xinjiang comme un pôle majeur de la stratégie énergétique chinoise.

Si les liaisons continentales avec la lointaine Europe s'avèrent encore timides, en revanche elles se multiplient avec l'Asie centrale, notamment avec le Kazakhstan, pays le plus riche de l'espace post-soviétique après la Russie. Le volume du commerce extérieur entre la Chine et les cinq pays d'Asie centrale est passé de 460 millions de dollars en 1992 à 46 milliards de dollars en 2012, soit un volume d'échanges commerciaux multiplié par 100 en l'espace de vingt ans. La Chine est ainsi devenue le plus grand partenaire commercial du Kazakhstan et du Turkménistan, le deuxième partenaire commercial

de l'Ouzbékistan et du Kirghizistan, et le troisième partenaire du Tadjikistan. Dans toute cette Asie centrale post-soviétique, les liens privilégiés avec la Russie se distendent au profit d'une Chine omniprésente.

Conclusion

La politique volontariste chinoise appliquée au développement du Xinjiang entraîne de grands bouleversements géographiques et démographiques, dont les effets se font sentir à deux niveaux d'échelle.

Au niveau national, elle consacre l'intégration de cette périphérie centrasiatique qui lui a longtemps échappé. Au regard du temps long de l'histoire, les dernières décennies apparaissent comme une rupture et une charnière pour le Xinjiang. Alors que la Région autonome est désormais solidement arrimée au reste du pays par le développement d'infrastructures de transport et de communication, plus rien ne semble désormais s'opposer à l'implantation massive des Han et à l'assimilation programmée des minorités nationales en passe d'être minoritaires sur leur propre territoire. Si la sinisation éloigne de plus en plus le Xinjiang de son aire culturelle qu'est l'Asie centrale, elle le rapproche paradoxalement toujours plus de ce cœur continental du point de vue économique. En effet, à l'échelle de l'Eurasie, le Xinjiang émerge en tant que nouvelle interface continentale. L'insertion de cette périphérie dans la mondialisation en fait un espace privilégié de la stratégie chinoise fondée sur l'expansion de son influence économique. Mais l'incontestable élan de dynamisme et de modernité conféré par la politique volontariste chinoise est-il véritablement porteur de développement ?

L'essor économique surtout fondé sur une économie de rente et une pression accrue sur les ressources naturelles est loin d'assurer une croissance durable et profitable pour tous. Le processus de développement est en effet très fragile car il ne fait que creuser les écarts socio-économiques entre Han et Ouïgours et repose sur une exploitation des richesses naturelles plus que sur la création de richesses régionales. A la situation de sous-développement s'ajoute désormais celle du mal-développement, où la croissance ne profite qu'à une minorité. La sinisation constitue ainsi un facteur d'instabilité

A. CARIOU, *Le Xinjiang : sinisation et ouverture d'une périphérie chinoise*

et un défi pour le pouvoir chinois. Réveillé par son ouverture à la mondialisation et travaillé par les tensions ethniques, le Xinjiang n'est plus le « cœur silencieux » de l'Asie.

Bibliographie

AUBIN Françoise, 1990

« Donneurs ou preneurs, quelques réflexions sur le jeu des transferts culturels entre Chinois, Turcs et Mongols », in Dor R. *L'Asie centrale et ses voisins*, Inalco, Paris, p. 165-180.

BOULNOIS Luce, 2001

La Route de la Soie. Dieux, Guerriers et Marchands, Editions Olizane, Genève.

CARIOU Alain, 2009

« Le nouveau Xinjiang : intégration et recompositions territoriales d'une périphérie chinoise », *EchoGeo*, <http://echogeo.revues.org/11244>

CASTET Rémy, 2003

« Le mal être des Ouïghours du Xinjiang », *Perspectives chinoises*, n°78, p.38-48.

JIANG Leiwen, Yufen TONG, Zhijie ZHAO, Tianhong LI, Jianhua LIAO, 2005

« Water Ressources, Land Exploration and Population Dynamics in Arid Area. The Case of the Tarim River Basin in Xinjiang of China », *Population and Environment*, vol 26, n° 6, p. 471-503.

KELLNER Thierry, 2008

L'Occident de la Chine. Pékin et la nouvelle Asie centrale (1991-2001), Presses Universitaires de France, Paris.

LOTHAIRE Fanny, 2006

La Chine et ses minorités : les Ouïghours entre incorporation et répression, L'Harmattan, Paris.

LOUBES Jean-Paul, 1998

Architecture et urbanisme de Turfan. Une oasis du Turkestan chinois, L'Harmattan, Paris.

OCDE, 2011

Études économiques de l'OCDE : Chine 2010, vol. 6, Editions OCDE.

PANNELL Clifton, SCHMIDT Philipp, 2006

“Structural Change and Regional Disparities in Xinjiang, China.” *Eurasian Geography and Economics*, Vol. 47, n° 3, p. 329-352.

Etudes orientales N°s 27/28 (2016)

PEYROUSE Sébastien, 2008

« La présence économique chinoise au Kazakhstan. Volontarisme chinois et appréhension centre-asiatiques », *Perspectives chinoises*, n° 3, p. 36-52.

REN Qiang, YUAN Xin, 2003

“Impacts of Migration to Xinjiang Since the 1950s,” in Robyn Iredale, Naran Bilik and Fei Guo (eds), *China's Minorities on the Move : Selected Case Studies*, New York, p. 89-105.

RENARD Jean-Pierre, PICOUET Patrick, 1993

Frontières et territoires, La documentation Française, Paris.

SANJUAN Thierry, 2007

Atlas de Chine. Les mutations accélérées, Autrement, Paris.

WANG David, 1995

“Xinjiang of the 20th Century in Historiography,” *Central Asia Survey*, vol. 14, n° 2, p. 265-283.